

Numéro	Objet	Date	
050/2023	Taxe d'aménagement communale majorée - secteur dit « les Craux sud Bis »	27/06/2023	7.2. fiscalité

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

-----

## Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**  
 Présents : **22**  
 Procurations : **4**  
 Votes : **26**

L'an deux mil vingt-trois, le **vingt-sept juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **21 juin 2023**

**OBJET : Taxe  
 d'aménagement  
 communale majorée  
 dans le secteur dit « les  
 Craux sud Bis »**

**Étaient présents les Conseillers Municipaux** : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, ROSELLO Louis, AMAT Bruno, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, SALINAS Béangère, BARAT Michel, REY Nathalie, AMIARD Ludvine, GEORGES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, DELABRE Éric, PERRIN Christine, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :  
 Pour : **26**  
 Contre : **0**  
 Abstentions : **0**

**Absents excusés et représentés** : MISTRAL Christiane représentée par TROUSSEL Marc, FRESQUET Véronique représentée par BARAT Michel, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par DELABRE Éric.

**Absents excusés** : OWEDYK Corinne.

Par délibération n° **071/2020** du **10 juillet 2020**, le Conseil municipal a instauré une TAm : Taxe d'aménagement majorée dans le secteur nouvellement construit du « lotissement les Craux sud » au taux maximal de **20%**.

Cette décision doit être délibérée de nouveau en vertu de l'article 1635 quater A, alinéa III qui stipule que « Les délibérations mentionnées aux I et II ne peuvent être rapportées pendant une durée de trois ans à compter de l'année qui suit celle de la délibération. » et en conséquence de l'approbation du PLU.

L'ancienne délibération avait également prévu l'exonération facultative suivante :

- 50% de la surface excédant 100 m<sup>2</sup> pour les constructions à usage de résidence principale financées à l'aide du prêt à taux zéro renforcé (PTZ+).

Il est proposé de ne pas prévoir cette exonération facultative.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-14 et L. 331-15,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal du **27 juin 2023** instituant une Taxe d'Aménagement (TA) à **4%** sur l'ensemble du territoire communal,

**Considérant** que l'article L.331-15 du Code de l'urbanisme prévoit que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement peut être défini par secteur et majoré jusqu'à 20 % si la réalisation de travaux substantiels de voirie, de réseau ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions,

**Considérant** que dans le secteur des Craux sud bis, la ville a engagé un budget important pour la réalisation d'infrastructures, d'équipements publics et de réseaux conformément aux coûts votés par les délibérations relatives à l'aménagement de ce lotissement ;

**Considérant** que le PLU est approuvé ;

**Considérant** que la délibération instituant un taux majoré à la taxe d'aménagement doit être votée avant le **1<sup>er</sup> juillet** pour être applicable au **1<sup>er</sup> janvier** de l'année suivante, il est donc nécessaire d'adopter la présente taxe d'aménagement majorée, suite à l'approbation du Plan local d'urbanisme et de porter cette information aux demandeurs concernés (certificat d'urbanisme, Notaires...etc.),

Il est donc proposé d'appliquer la taxe d'aménagement au taux majoré de **20%** dans le secteur « Les Craux Sud Bis » suivant le plan en jaune et liste ci-joints (pièce n°9) ;

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

**Instaurer** une taxe d'aménagement majorée (TAm) d'un taux de **20%** dans le secteur « Les Craux Sud Bis » suivant le plan en jaune et liste ci-joints (pièce n°9) ;

**Dire** qu'aucune exonération facultative n'est prévue ;

**Dire** que la présente délibération, qui remplace la précédente, est valable pour une durée de 3 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2026) et que le taux peut être modifiés tous les ans.

**Dire** que cette délibération sera télétransmise au représentant de l'État et la Direction générale des Finances publiques (DGFIP), qui en assure désormais la liquidation et le recouvrement.

Autoriser M. Le Maire ou son 1<sup>er</sup> Adjoint à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

*Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.*

Michel GAVANON



Maire d'Eyragues

---

*Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.*

*Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisie sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes:*

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*